



Rapport d'orientation budgétaire 2026

Conseil municipal du 04/02/2026

Sommaire

I. CADRE JURIDIQUE

II. CONTEXTE ECONOMIQUE

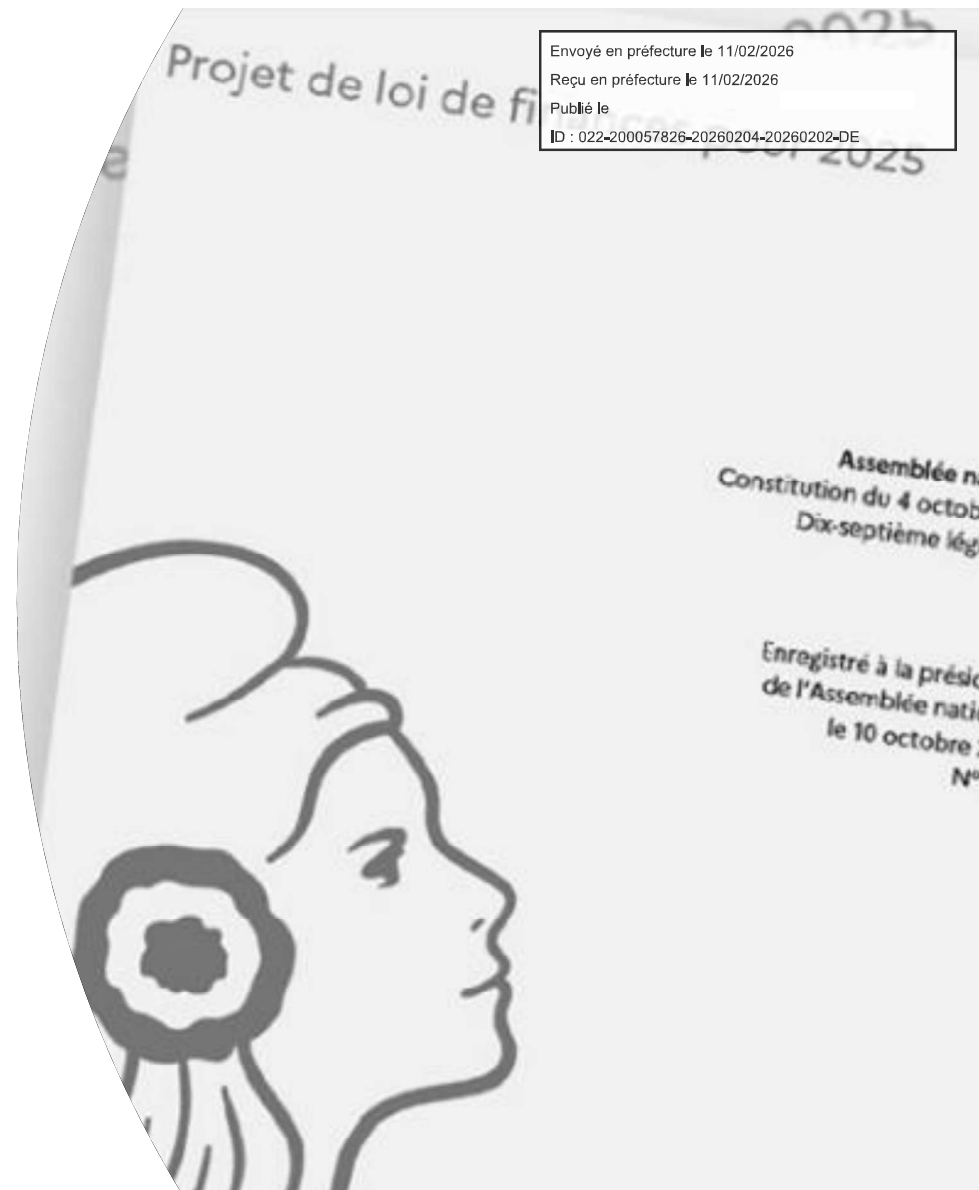
- *Focus International*
- *Focus Européen*
- *Focus National – PLF 2026*

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

- *Analyse de la capacité d'autofinancement*
- *Analyse de la dette*
- *Recettes et dépenses de gestion courantes*
- *Focus projet de lotissement la croix Hyava*
- *Focus Ressources Humaines*

IV. PROSPECTIVE BUDGÉTAIRE

- *Principales orientations en fonctionnement*
- *Programme d'investissement 2026*



Envoyé en préfecture le 11/02/2026
Reçu en préfecture le 11/02/2026
Publié le
ID : 022-200057826-20260204-20260202-DE

Assemblée n
Constitution du 4 octob
Dix-septième lég

Enregistré à la prési
de l'Assemblée nati
le 10 octobre
N°

I. CADRE JURIDIQUE

Le cadre juridique:

Prévu par l'article L. 5217-10-4 du CGCT, le **Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)** constitue la première étape du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit se tenir dans les 10 semaines précédant l'adoption du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

L'objectif:

le Débat d'orientation budgétaire a un double objectif informer les élus locaux pour leur permettre, d'une part, **de voter de manière éclairée le budget** et d'autre part, **de s'exprimer sur le budget proposé par l'exécutif**.

Ce débat est un élément important de la démocratie locale, il permet de comprendre le contexte dans lequel évolue la commune, et les contraintes auxquelles elle est ou sera confrontée.

A cette occasion un rapport d'orientation budgétaire est remis à l'assemblée délibérante contenant les éléments suivants:

- La situation financière de la collectivité,
- Le contexte économique et les dispositions pertinentes de la loi de finances,
- L'évolution et les caractéristiques de la dette de la commune,
- Les orientations envisagées en matière d'investissement,
- Un focus RH

II. CONTEXTE ECONOMIQUE

INTERNATIONAL Une croissance stable, inflation maîtrisée



Croissance mondiale
attendue autour de

+ 2.9 %
en 2026

Activité tirée par les
économies émergentes
malgré le
ralentissement chinois.
Dans la zone euro, la
croissance se
maintiendrait autour de
1.6%.

Glissement annuel en %	Croissance du PIB			Inflation		
	2024	2025*	2026*	2024	2025*	2026*
Etats-Unis	2,8	2,3	2,9	2,9	2,7	2,7
Japon	0,1	1,2	0,7	2,7	3,1	2,0
Royaume-Uni	1,1	1,4	1,1	2,5	3,4	2,4
Zone €	0,9	1,5	1,6	2,4	2,1	1,9
Allemagne	-0,5	0,3	1,4	2,5	2,2	1,6
France	1,1	0,8	1,1	2,3	1,0	1,1
Italie	0,5	0,6	1,0	1,1	1,7	1,5
Espagne	3,5	2,9	2,4	2,8	2,7	2,3
Chine	5,0	5,0	4,7	0,2	0,1	0,9
Inde	6,5	6,8	6,5	4,6	2,4	4,1

Source : BNP Paribas
Mise à jour le 19/01/2026

* estimations, prévisions

Inde : année budgétaire du 01/04 de l'année n-1 au 31/03 de l'année n

Risques géopolitiques renforcés

Conflits

- Guerre en Ukraine
- Conflit au Moyen Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël qui se transforme en guerre ouverte entre les deux pays

Plan politique

- Guerre commerciale avec le retour de D. TRUMP au pouvoir avec la mise en place de droits de douanes élevés.
- En Europe, la France s'enfoncé dans une crise politique majeure, l'Allemagne vit sa 3^{ème} année de stagnation économique et le Royaume Uni a un déficit public proche de celui de la France.

II. CONTEXTE ECONOMIQUE



EUROPE Cadre de gouvernance économique européenne

Depuis avril 2024, les Etats membres doivent élaborer un **Plan budgétaire et Structurel à Moyen Terme** (ce PSMT se substitue au programme de stabilité et aux programmes nationaux de réforme).

Le PSMT présente une **trajectoire des finances publiques** qui doit respecter les **exigences** de l'article 126 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatives au déficit et à la dette :

- **Déficit public** (solde annuel) = **3 % du PIB**
- **Dette publique** (endettement cumulé) = **60 % du PIB**.

Si un Etat ne respecte pas les recommandations, le Conseil peut imposer des sanctions financières, lesquelles peuvent atteindre jusqu'à 0,05 % du PIB pour une période de six mois jusqu'à ce que l'Etat prenne des actions suivies d'effets.

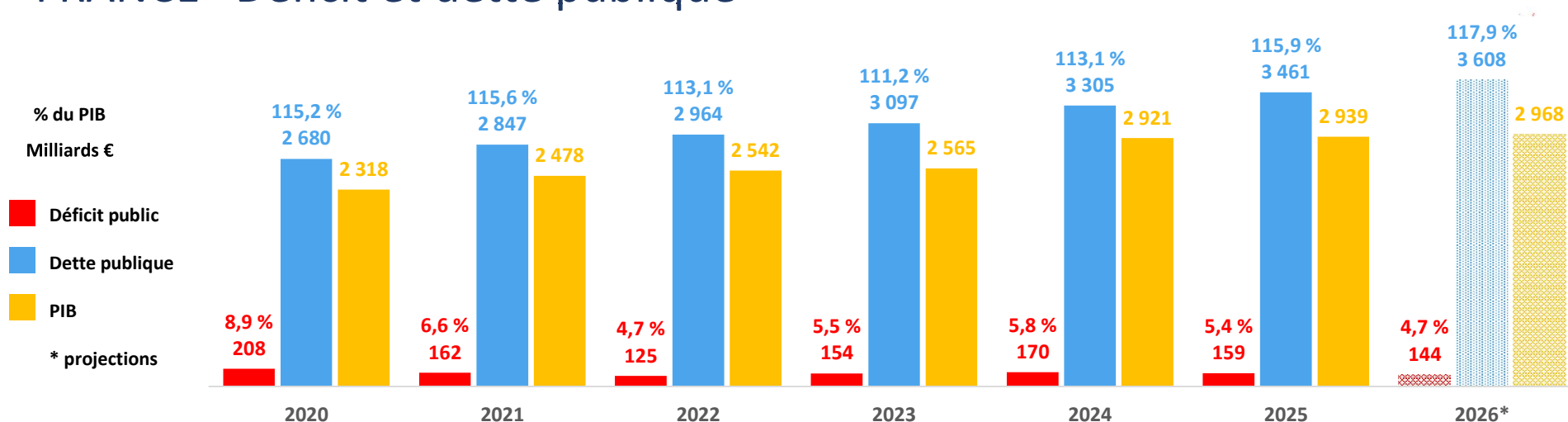
A ce jour, le Conseil n'a jamais imposé de sanctions financières. Pour la France, cette pénalité représenterait 3 Md€/an en valeur 2025.

En 2025, le Conseil a établi des trajectoires des dépenses budgétaires pour 25 états membres.

II. CONTEXTE ECONOMIQUE



FRANCE Déficit et dette publique



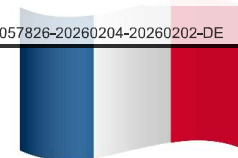
Rappel exigences UE : Déficit public = 3 % du PIB Dette publique = 60 % du PIB

- Engrenage infernal : selon les prévisions de la cour des comptes, la charge de la dette devrait augmenter dans les prochaines années, passant de 66,5 Md € en 2025, à 107,7 MD € en 2029.
- Scénario de croissance selon les experts de la banque de France. Pour l'année 2026, la prévision de croissance serait de 1% du PIB avec une hausse de la consommation de 0,8% avec un léger retour de la consommation des ménages. L'instabilité politique n'éclaircit pas ces prévisions.

Sources données :

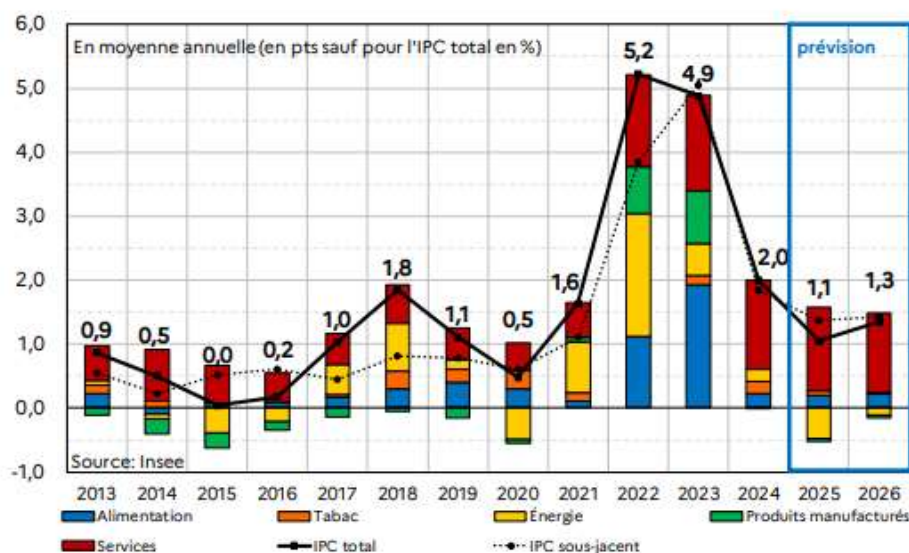
Banque de France ; DGFIP ; Insee, comptes nationaux trimestriels - base 2020 + OFCE (L'Observatoire français des conjonctures économiques) + PLF2026 (Site du gouvernement)

II. CONTEXTE ECONOMIQUE



FRANCE Prévisions d'inflation pour 2026

Composition de l'inflation (IPC)



Source : RESF 2026

L'inflation augmentera légèrement en 2026, mais elle devrait rester inférieure à 1,5% en moyenne annuelle.

Cette faible évolution s'explique par :

- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Le principal contributeur à l'inflation restera le poste des Services, qui représente plus de la moitié du panier Insee.

II. CONTEXTE NATIONAL

COLLECTIVITES LOCALES et le projet de loi de finances 2026

Le gouvernement ambitionne de redresser les comptes publics:



Hausse des recettes fiscales
Baisse des dépenses de l'Etat, hors Défense nationale

Chronologie

- 14/11/2025** : dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi de finances 2026 et première lecture
- 21/11/2025** : rejet du texte par l'Assemblée nationale
- 24/11/2025** : examen du projet de loi de finances 2026 au fonds par la commission des finances du Sénat
- 15/12/2025** : adoption par le Sénat du projet de loi de finances 2026 modifié et convocation de la commission mixte paritaire
- 19/12/2025** : dépôt du rapport de la commission mixte paritaire à l'Assemblée nationale et au Sénat
- 23/12/2025** : adoption de la loi spéciale
- 26/12/2025** : promulgation de la loi spéciale par le Président de la République
- 30/12/2025** : publication du décret n°2025-1397 du 29 décembre 2025 portant répartition des crédits relatifs aux services votés pour 2026
- 13/01/2026** : nouvelle lecture à l'Assemblée nationale mais débats suspendus par le gouvernement le 16/01/2026
- 19/01/2026** : Recours du Premier ministre à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter la partie « recettes »
- 23/01/2026** : Rejet des deux motions de censure la partie « recettes » est réputée adoptée
- 23/01/2026** : Recours du Premier ministre à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter la partie « dépenses »

II. CONTEXTE NATIONAL

LA COMMUNE et le projet de loi de finances 2026

Ce qui était prévu au PLF

➤ **COEFFICIENT DE REVALORISATION FORFAITAIRE
DES VALEURS LOCATIVES CADASTRALES**

+ 1,1 %

➤ **BAISSE DES COMPENSATIONS FISCALES**

Réduction de 20% des compensations de FB et CFE
des locaux industriels: - **55 421€** en 2026

➤ **BAISSE DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
DE L'ETAT**

➤ **GEL DU PACK DGF SUR MONTANT PERÇU EN
2025**

- **19 474€** de manque à gagner en 2026

→ Participation au redressement des
finances publiques

➤ **AUGMENTATION DES COTISATIONS CNRACL**

Hausse des cotisations de CNRACL pendant 4 ans
(2025,2026,2027 et 2028) : **+ 3 points** en 2026

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

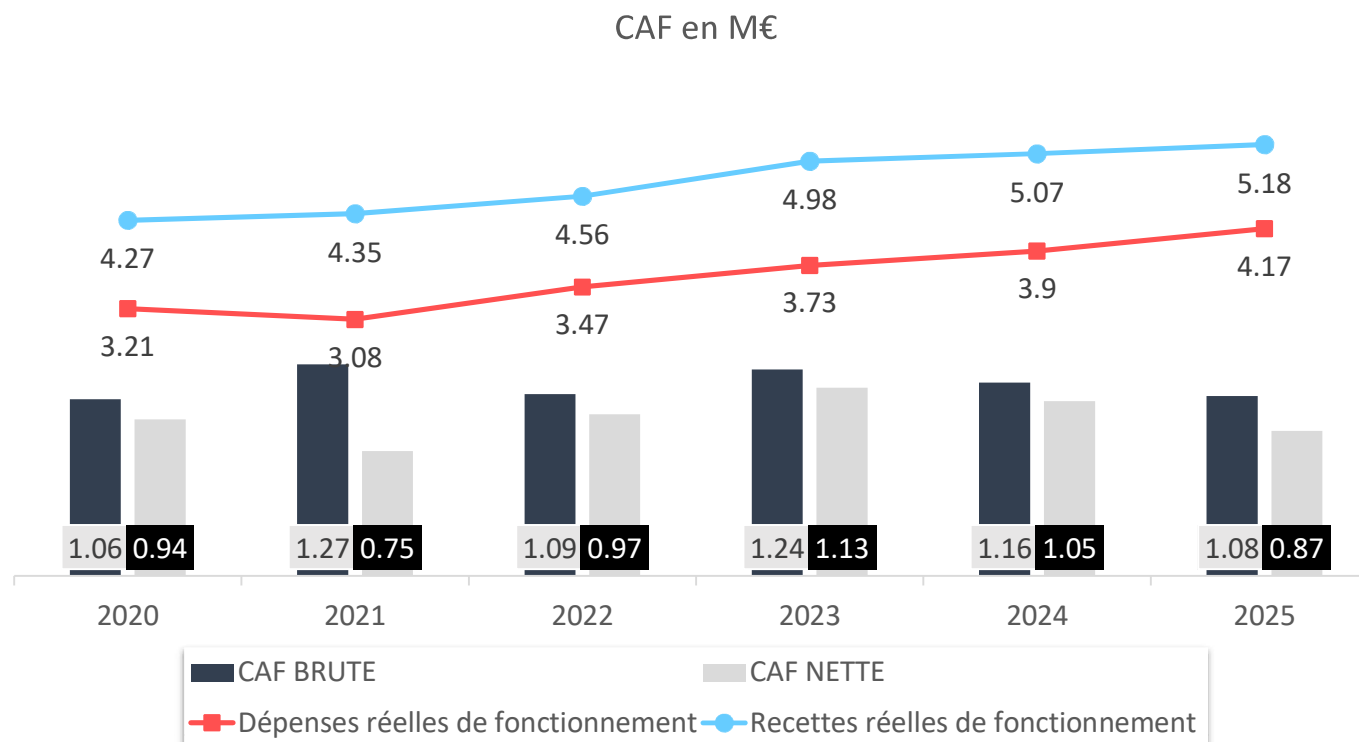
RESULTATS 2025

Toutes les données 2025 qui vont suivre sont provisoires dans l'attente des dernières opérations de clôture de l'exercice.

TOTAL DÉPENSES 2025 9.85 M€		TOTAL RECETTES 2025 9.91 M€	
FONCTIONNEMENT 5.48 M€		FONCTIONNEMENT 5.31 M€	
Dépenses réelles	4.17 M€	Recettes réelles	5.18 M€
Opérations d'ordre	0.41 M€	Opérations d'ordre	0.13 M€
Autofinancement de l'invest.	0.90 M€		
INVESTISSEMENT 4.37 M€		INVESTISSEMENT 4.6 M€	
Dépenses d'équipement	3.39 M€	Autofinancement	0.90 M€
Restes à réaliser	0.35 M€	Opérations d'ordre	0,41 M€
Remboursement de capital	0.13 M€	Recettes réelles	2.05 M€
Résultat invest. 2024 reporté	0.37 M€	Emprunt	0.70 M€
Opérations d'ordre	0.13 M€	Restes à réaliser	0.54 M€

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

Analyse de la capacité d'autofinancement 2020-2025:



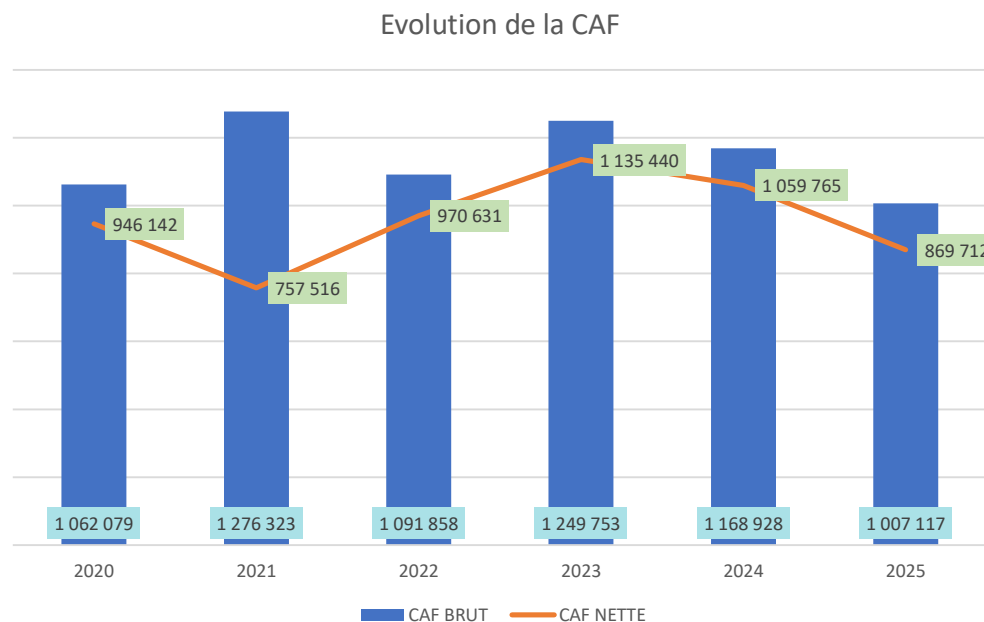
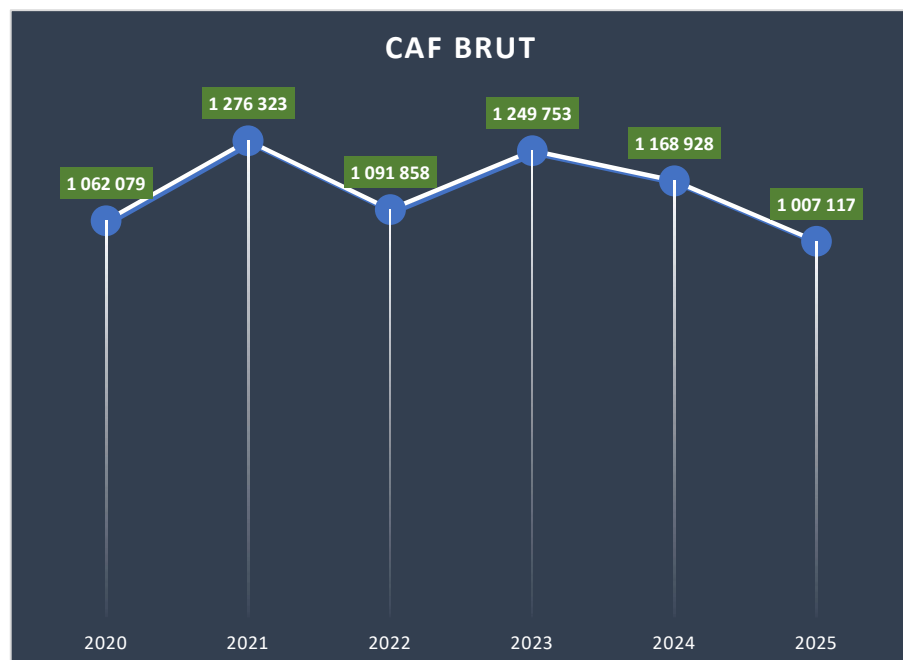
Entre 2020 et 2025, augmentation des dépenses et recettes de fonctionnement avec un rythme similaire, ce qui permet une stabilité de la capacité d'autofinancement de la commune.

 **Vigilance:** En 2025, hausse des dépenses de fonctionnement 2 fois plus rapide +4% que les recettes de fonctionnement +2%

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

Envoyé en préfecture le 11/02/2026
Reçu en préfecture le 11/02/2026
Publié le 11/02/2026
ID : 022-200057826-20260204-20260202-DE

Analyse de la capacité d'autofinancement 2020-2025:



 A noter, une légère baisse de la capacité d'autofinancement en 2025. Néanmoins chiffre tout à fait rassurant avec le maintien de la contribution **200 000€** pour la réduction du déficit du budget cuisine centrale.

Entre 2020 et 2025, maintien de la capacité d'autofinancement brute **entre 1M€ et 1.2 M€**.
Indicateur très rassurant pour la collectivité en termes d'épargne brute.

***Attention: Les résultats 2025 sont prévisionnels à ce stade**

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

Envoyé en préfecture le 11/02/2026
Reçu en préfecture le 11/02/2026
Publié le
ID : 022-200057826-20260204-20260202-DE

Analyse de la dette

Etat de la dette au 1^{er} janvier 2026

Libellé	prêteur	index	Montant emprunté	encours	date de fin
Construction école	CA	Révisable EUR 3M+1.22%	500 000.00 €	500 000.00 €	30/12/2045
Construction école	CA	Révisable EUR 3M+1.03%	700 000.00 €	699 400.00 €	01/06/2045
Programme d'investissements 2023	CA	Révisable EUR 3M+0.84%	660 000.00 €	631 500.00 €	25/12/2043
Programme d'investissements 2020	CA	Fixe 0.53%	1 700 000.00 €	1 694 300.00 €	05/01/2046
Programme d'investissements 2018	CA	Fixe 1.64%	600 000.00 €	427 631.00 €	05/09/2038
Refinancement 2 emprunts 2017	CMB	Fixe 1.86%	628 347.92 €	390 284.00 €	30/03/2036
Maison de l'enfance 2013	CA	Révisable EUR 3M+1.69%	500 000.00 €	206 250.00 €	05/03/2034
Logement - Place Général Leclerc 2009	CDC	Révisable livret A +0.70%	36 964.46 €	14 916.00 €	01/05/2036
Refinancement opération immobilière - logements 2005	DEXIA	Fixe 4.76%	238 608.51 €	32 752.00 €	01/07/2027
Logements 2 Place du Général de Leclerc 1998	CDC	Révisable livret A +0.80%	80 717.79 €	17 688.00 €	01/01/2031
Logements 2 Place du Général de Leclerc 1998	CDC	Révisable livret A +0.80%	86 130.49 €	18 874.00 €	01/01/2031
ENCOURS DE LA DETTE				4 633 595.00 €	

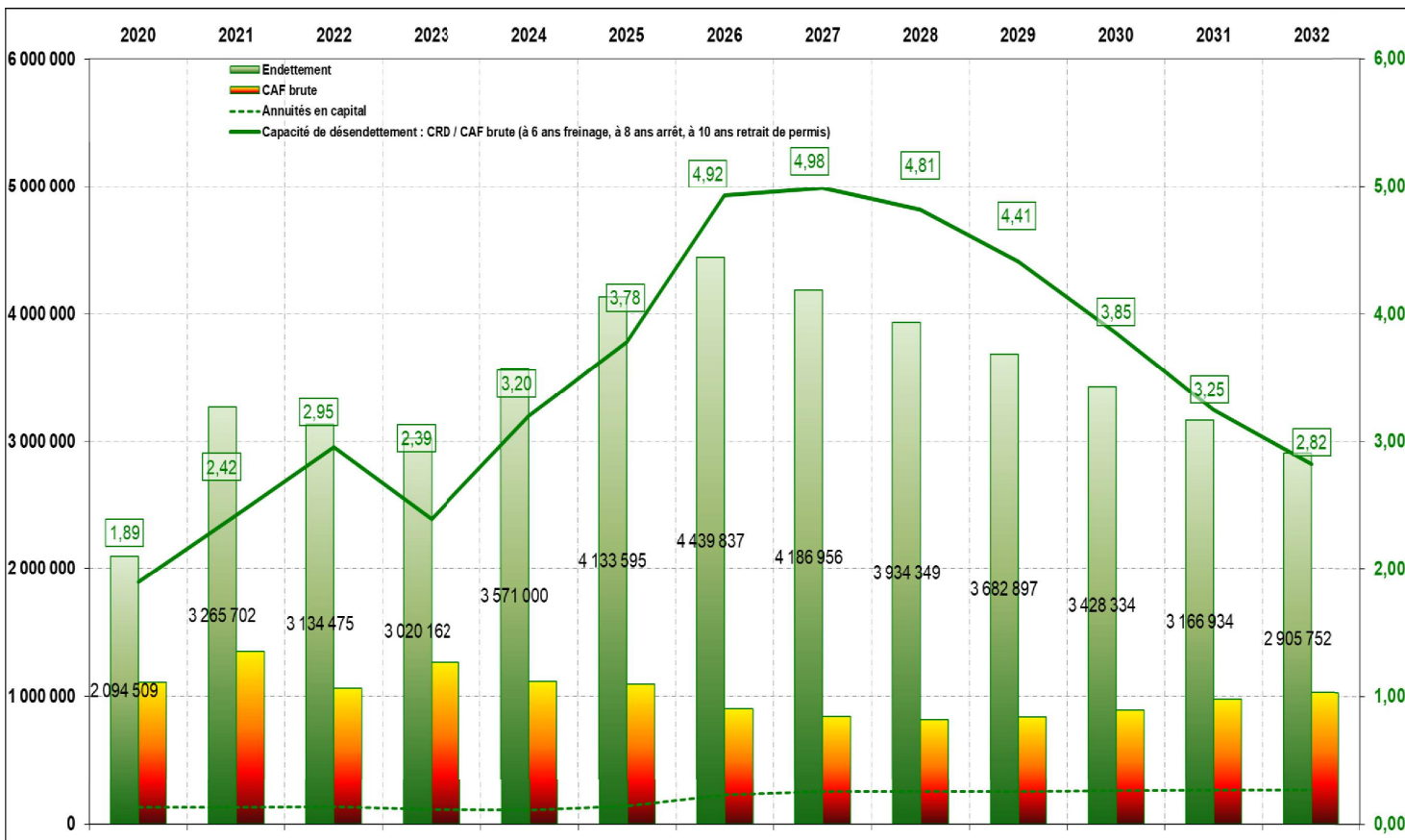


Focus annuité de la dette en €	2023	2024	2025	2026
Intérêts	42 604.00 €	71 931.00 €	57 232.00 €	89 658.00 €
Capital	114 312.82 €	109 162.76 €	136 804.00 €	223 646.00 €

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

Analyse de la dette

Capacité de remboursement de la dette

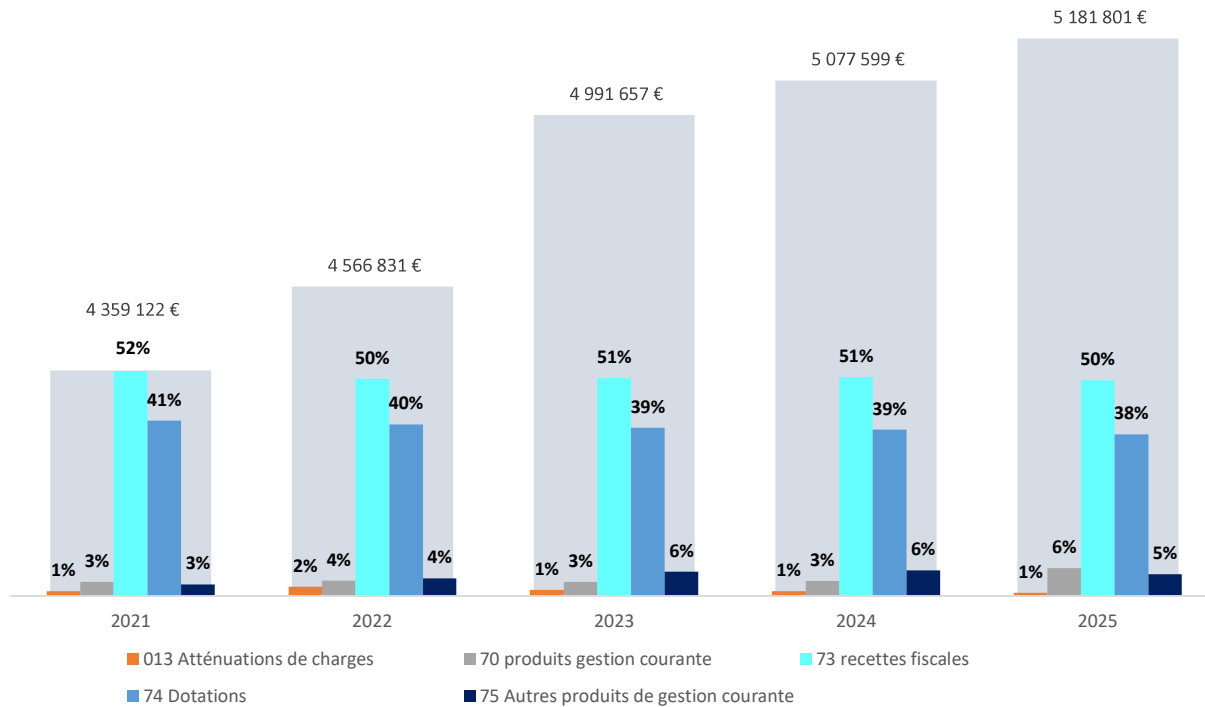


€ 2 Emprunts réalisés en 2025 d'un montant global de 1 200 000€ pour financer les travaux de l'école.

✓ Indicateur toujours rassurant car point de vigilance à partir de 8 /10 années

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

LES RECETTES DE GESTION COURANTES



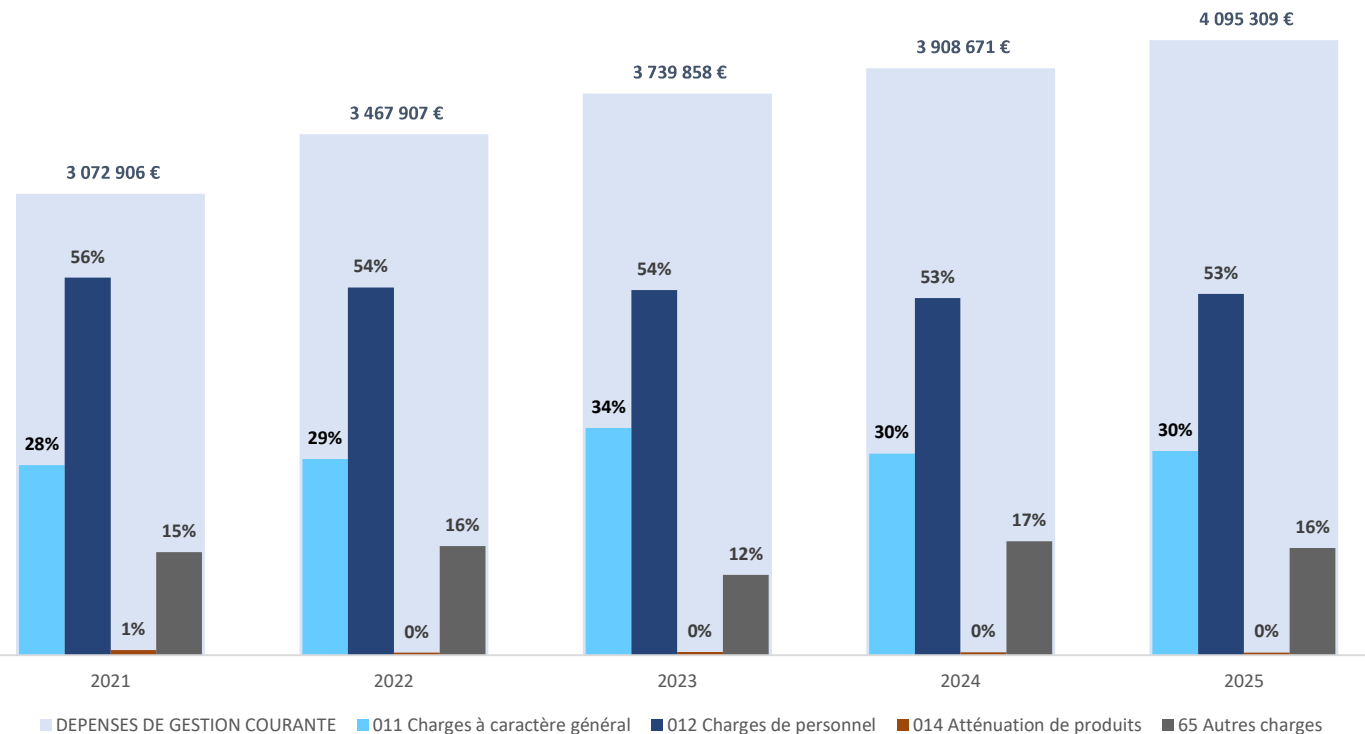
En 2025 on constate une augmentation des recettes de fonctionnement à hauteur de 2%.

Les recettes fiscales représentent 50% des recettes

La part des dotations est stable à hauteur de 38%.

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

LES DEPENSES DE GESTION COURANTES



En 2025, on constate une stabilisation de la hausse des dépenses de fonctionnement +4% à l'instar de 2024.

Il convient de maintenir une vigilance accrue sur les frais de fonctionnement et une optimisation des dépenses.

La commune continue de réduire le déficit du budget annexe cuisine centrale: Contribution de 200 000€ en 2025.

III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

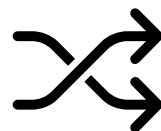


Zoom sur l'opération du Lotissement de la croix Hyava

Coût de l'opération:

Acquisition des parcelles	255 706.92 €
Etudes et Maîtrise d'ouvrage	72 057.91 €
Travaux	298 309.01 €
Réseaux et concessionnaires	250 064.90 €
Voirie définitive *	204 000 €
TOTAL TTC	1 080 138.74 €

* estimation



34 lots de 301 à 894m²
Prix de vente 49€ HT/m²

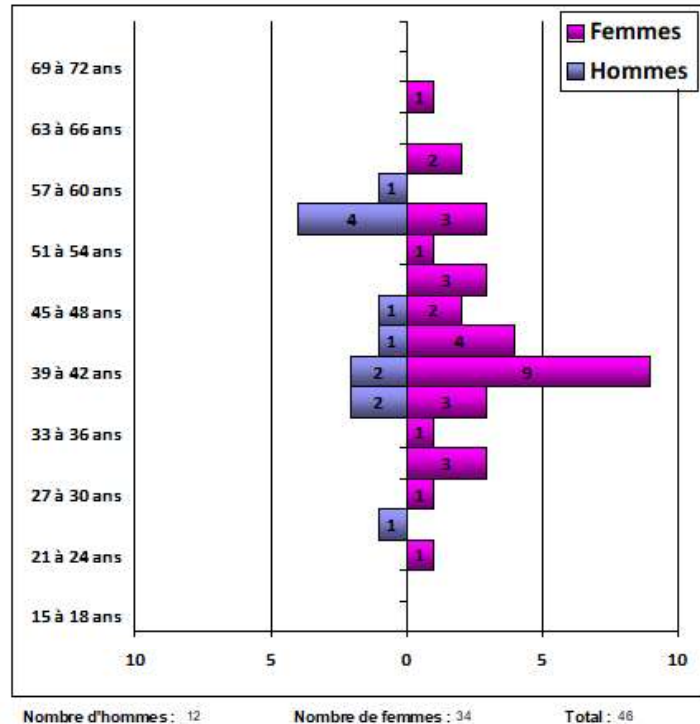


Réalisation d'un emprunt : 550 000€ pour ce projet



III. RÉTROSPECTIVE & SITUATION ACTUELLE

FOCUS SUR LES RESSOURCES HUMAINES



Effectif de la collectivité au 01/01/2026

47.31 ETP



76%

24%

Masse salariale



Moyenne
d'âge 44
ans



2.19 M€

IV. LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES

Envoyé en préfecture le 11/02/2026
Reçu en préfecture le 11/02/2026
Publié le
ID : 022-200057826-20260204-20260202-DE

Projection 2026:

	2024	2025	2026
RECETTES DE GESTION COURANTE			
013 Atténuations de charges	56 898 €	38 784 €	25 600 €
70 produits gestion courante	176 234 €	335 673 €	165 000 €
73 recettes fiscales	2 579 780 €	2 596 069 €	2 578 380 €
74 Dotations	1 962 817 €	1 948 016 €	1 936 760 €
75 Autres produits de gestion courante	301 870 €	263 259 €	234 407 €
TOTAL RECETTES DE GESTION	5 077 599 €	5 181 801 €	4 940 147 €

- Baisse des produits de gestion courante car indemnité exceptionnelle EDPR en 2025 (éoliennes) 168 000€
- Réduction des recettes fiscales (baisse compensations exonérations)
- Légère baisse des dotations

- Stabilité des frais d'électricité mais augmentation du prix du gaz
- Augmentation des charges de personnel : augmentations des cotisations + versement de la participation employeur pour la complémentaire santé
- Prise en compte du déficit du budget cuisine centrale dans les autres charges

	2024	2025	2026
DEPENSES DE GESTION COURANTE			
011 Charges à caractère général	1 166 663 €	1 188 100 €	1 200 000 €
012 Charges de personnel	2 065 805 €	2 191 850 €	2 246 000 €
014 Atténuation de produits	16 920 €	18 700 €	15 000 €
65 Autres charges	659 283 €	665 600 €	695 000 €
TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE	3 908 671 €	4 064 250 €	4 156 000 €

Programme d'Investissement 2026

Envoyé en préfecture le 11/02/2026

Reçu en préfecture le 11/02/2026

Publié le 2026

ID : 022-200057826-20260204-20260202-DE

INVESTISSEMENTS 2026	N° opération	2024	Budget 2025	Réalisé 2025	RAR	
GRANDS PROJETS		624 091.22 €	4 215 000.00 €	3 341 086.79 €	398 745.19 €	
Voirie	156	101 916.62 €	100 000.00 €	67 168.00 €	13 165.00 €	205 000.00 €
Ecole Maternelle	260	521 561.00 €	3 000 000.00 €	2 438 622.00 €		930 000.00 €
Salle de restauration école	261	613.60 €	60 000.00 €			30 000.00 €
Lotissement La croix Yava	BA	- €	510 000.00 €	298 759.79 €	217 787.19 €	
Rue des trembles	267		150 000.00 €	224 882.00 €	14 733.00 €	
Rue de Goudebin	268		350 000.00 €	163 172.00 €	118 229.00 €	
Vidéo protection						100 000.00 €
Eglise La Ferrière	1001		30 000.00 €			30 000.00 €
Aménagement rue des écoles	270		15 000.00 €	148 483.00 €	34 831.00 €	
Rue de la croix Nouette	271					180 000.00 €
Ruelle des deux âges	272					85 600.00 €
Rue de Dinan et Place LE TENO						20 000.00 €
AUTRES INVESTISSEMENTS		1 153 966.25 €	393 665.23 €	315 624.00 €	169 069.00 €	316 000.00 €
Espace Kerhouarn	1002	248 342.68 €	2 000.00 €	2 787.00 €	826.00 €	1 500.00 €
Aménagement rue de la mare	266	46 866.89 €				
Aménagement rue des fraiches	265	328 297.00 €	21 650.00 €	21 650.00 €	7 834.00 €	
Travaux Bourg	263	223 832.17 €	48 383.09 €	25 480.00 €	3 400.00 €	
Îlot central	258	33 873.02 €				
Maison le Ho - Résidence des Tilleuls	254	- €	10 632.14 €	7 393.00 €	360.00 €	
Chapelle Saint Jacques	249		3 000.00 €	4 483.00 €		
La Hersonnière	248	13 752.55 €	2 000.00 €	3 009.00 €		5 000.00 €
Logements	247	18 271.92 €	25 000.00 €	2 598.00 €		20 000.00 €
Ancienne mairie	246		2 000.00 €			2 000.00 €
Presbytère Plémet	243	- €	2 000.00 €	3 390.00 €		1 500.00 €
Cimetière	234	2 916.00 €	2 000.00 €			5 000.00 €
CTM	211	36 705.40 €	30 000.00 €	48 716.00 €	679.00 €	30 000.00 €
Salle polyvalente	210	16 453.58 €	35 000.00 €	24 364.00 €	8 100.00 €	2 000.00 €
Maison de l'enfance	174	14 635.35 €	23 000.00 €	19 331.00 €	10 216.00 €	10 500.00 €
Halle des sports	161	1 393.20 €	5 000.00 €			30 000.00 €
Ecole Simone Veil	160	28 048.07 €	20 000.00 €	24 774.00 €		49 000.00 €
Aménagement Bourg - effacement réseaux + cher	157	86 401.47 €	24 000.00 €	11 331.00 €	118 258.00 €	10 000.00 €
Autres bâtiments	155	23 292.50 €	113 000.00 €	74 528.00 €	6 972.00 €	85 500.00 €
Mairie	152	24 328.68 €	10 000.00 €	30 743.00 €	10 420.00 €	52 000.00 €
Sport et loisirs	151	6 124.37 €	10 000.00 €	7 309.00 €	2 004.00 €	10 000.00 €
Salle polyvalente La ferrière	1003	431.40 €	5 000.00 €	3 738.00 €		2 000.00 €
AUTRES INVESTISSEMENTS 2026		42 643.03 €	67 937.16 €	37 699.00 €	4 239.00 €	32 500.00 €
Eaux pluviales	233	42 170.40 €	20 000.00 €	6 360.00 €		7 500.00 €
Acquisition de terrains	137	472.63 €	5 000.00 €		765.00 €	10 000.00 €
Aménagement rue de la gare	256		2 937.16 €	4 391.00 €	1 508.00 €	
Aménagement aire de camping car	269		40 000.00 €	20 933.00 €	1 346.00 €	5 000.00 €
Non affecté				6 015.00 €	620.00 €	10 000.00 €
TOTAL PPI		1 820 700.50 €	4 676 602.39 €		572 053.19 €	1 929 100.00 €
Subventions d'investissement				562 109.00 €	42 416.00 €	
Subventions reportées au budget 2026		197 239.00 €				515 124.00 €

Questions?

